



Les projets financés en 2018

Annexe au rapport moral 2018

SANTÉ

Réseau d'assainissement + habitat pour dix familles sous le seuil de pauvreté

Lieu : deux villages (province de l'Est) au Sri Lanka

Contexte

Le Sri Lanka a été doublement frappé ces dernières années. La guerre civile qui a opposé durant trois décennies le gouvernement bouddhiste aux séparatistes hindouistes et musulmans des Tigres tamoul, ainsi que le tsunami de 2004, ont fait de très nombreuses victimes et beaucoup de déplacés. La province Est a été particulièrement touchée par ces fléaux, et notamment les villages reculés. Situés dans le district de Trincomalee, à 250 km de Colombo, les deux villages ont été choisis par l'association locale partenaire de *Cielo* parce que c'est une région multi-ethnique où de nombreuses familles chassées de leur terre par le conflit armé ont été réinstallées. Et *Cielo* connaît bien le terrain pour y avoir déjà mené un projet semblable. Ces villages isolés ne possèdent pas de système d'assainissement, la plupart des habitants vivent dans des hébergements précaires et insalubres, faits de matériaux de récupération, et n'ont pas l'eau courante. Dix familles parmi les plus démunies ont alors été retenues pour le projet : construire pour chacune une maison en matériaux pérennes et résistants d'environ 35 m², l'équiper en électricité et avec un bloc de latrines respectueux de l'environnement. 50 personnes sont concernées, d'ethnies (Tamoul, Cingalais) et religions (bouddhiste, musulman, hindouistes) différentes. Les travaux, encadrés par l'association sri-lankaise, vont durer environ six mois, avec la participation ponctuelle des bénéficiaires.

Objectifs

- Améliorer l'accès à l'assainissement
- Améliorer les conditions d'hygiène et de santé
- Réduire la précarité des familles

Nature de l'investissement

- Achat de matériaux (mortier, parpaings, ciment)
- Achat de toitures, portes et fenêtres
- Rémunération des artisans locaux

Montant accordé : 15 000 € sur un budget de 47 000 €

Association partenaire : *Cielo* (Coopération internationale pour les équilibres locaux)

Accès à l'eau potable + construction d'une classe pour les enfants nomades

Lieu : village d'Intawagré (région d'Agadez) au Niger

Contexte

Au Niger, seules 49% des zones rurales ont accès à l'eau potable. Et les zones pastorales sont davantage touchées, telle la localité d'Intawagré : pas de point d'eau à moins de 25 kms, les corvées d'eau étant assurées à dos d'âne par les enfants sur des pistes - aucune route ne dessert la commune. De plus, chaque famille (180 personnes au total) vit avec moins d'un euro par jour. Dans ce contexte, *Les Puits du désert* et son partenaire local proposent de construire un puits bétonné à moins d'un kilomètre du village et, à la demande du chef de village, de bâtir une école en dur près du point d'eau pour scolariser dans de bonnes conditions - l'école existante est une paillote - les enfants et ceux des nomades, 240 personnes venant s'installer périodiquement à Intawagré, en transhumance. Le tout complété par une cantine scolaire et un logement enseignant, indispensable pour qu'un professeur accepte de venir s'installer dans une région aussi enclavée. Cette école en dur permettra d'accueillir une quarantaine d'élèves. Les habitants, qui ont déjà construit l'école en paillote et acheté les fournitures scolaires, vont participer activement aux travaux : creusage du puits, hébergement et repas des ouvriers, ramassage et transport du sable et des pierres; par ailleurs un comité de gestion villageois va assurer l'entretien du bâtiment et celui du puits, en contrôlant la salubrité de l'eau et son équitable répartition.

Objectifs

- Sécuriser l'accès durable à l'eau potable pour les enfants du village
- Créer de bonnes conditions de scolarisation pour les enfants (villageois et nomades)

Nature de l'investissement

- Creusage et fonçage d'un puits
- Construction d'une classe en dur (ciment)
- Construction d'un magasin de stockage des vivres des élèves (cantine scolaire)
- Construction d'un logement en semi-dur pour l'enseignant

Montant accordé : 15 000 € sur un budget de 55 897 €

Association partenaire : *Les Puits du désert*

Réhabilitation d'un centre de santé

Lieu : ville de Kologo (région maritime) au Togo

Contexte

Dans ce pays où l'espérance de vie à la naissance est de 58 ans, le nombre de personnel et d'équipements médicaux demeure bien inférieur aux normes requises par l'OMS. Le district sanitaire de Vo ne fait pas exception, qui compte seulement 25 personnels de santé pour 253 000 habitants. Les autorités locales ont alors demandé à l'antenne locale de *Médecins d'Afrique* de réhabiliter le centre de santé de Kologo, construit il y a vingt ans, qui périclite aujourd'hui (mauvaise gestion financière, piètre qualité de soins). Or ce centre touche un grand nombre de patients potentiels : près de 37 000 personnes, dont les 6 420 habitants de Kologo et des 35 villages environnants, qui comptent 48% d'enfants et d'adolescents.

Il s'agit de former un comité de gestion efficace, de rénover et agrandir le centre, d'embaucher du personnel compétent pour soigner les pathologies courantes, avec pour objectif d'atteindre l'auto-financement. Pour y parvenir, une pharmacie communautaire - délivrant des médicaments génériques à prix bas - va être ouverte, ainsi qu'un mini laboratoire d'analyses médicales, tandis que les patients adhéreront à une mutuelle à un prix abordable. Des activités complémentaires créatrices de revenus (borne de recharge de téléphones et batteries, services de bureautique, etc) permettront de pérenniser l'équilibre économique du système. A terme, la production d'eau et d'électricité du centre sera augmentée afin de répondre à la croissance de l'activité.

Objectifs

- Réhabiliter, agrandir et équiper le centre de santé
- Assurer des soins de qualité (pathologies courantes) et à moindre coût
- Améliorer la situation socio-sanitaire des populations

Nature de l'investissement

- Rénovation des bâtiments existant
- Construction de bâtiments supplémentaires (pharmacie, stockage de produits, salle de garde)
- Achat et installation du matériel et des équipements

Montant accordé : 20 000 € sur un budget de 53 884 €

Association partenaire : *Médecins d'Afrique*

Création d'une pharmacie communautaire

Lieu : commune de Tekane (région Sud) en Mauritanie

Contexte

Une politique nationale de santé très centralisée et dotée de faibles moyens budgétaires : au vu de ce constat, les Mauritaniens se soignent peu et mal. La commune rurale de Tekane, enclavée à l'extrême sud du pays, est distante de 60 km des pharmacies les plus proches. Des transports trop longs et chers ainsi que le prix prohibitif des médicaments font que 45% de la population n'y a pas accès. De nombreux malades décèdent, faute de traitement - décès qui pourraient être évités dans leur grande majorité. *Actume*, qui organise depuis longtemps des caravanes de la santé dans la région, a proposé aux autorités locales de créer une pharmacie communautaire : un lieu permettant aux plus démunis de se procurer les médicaments à un coût bien inférieur à celui du marché, et d'y recevoir conseils et orientation.

Les 23 000 habitants de Tekane et des communes voisines seront les premiers bénéficiaires de ce projet, dans lequel s'impliquent tous les acteurs du secteur. La mairie fournit le terrain, l'association des femmes sensibilise les habitants, des médecins locaux orientent les achats en fonction des pathologies locales et le ministère de la Santé rémunère les agents communautaires qui vont tenir la pharmacie. La vente à prix coûtant des médicaments, fournis à tarifs préférentiel par des laboratoires locaux, permettra de reconstituer régulièrement le stock.

Objectifs

- Améliorer l'accès aux médicaments pour les populations défavorisées
- Proposer des tarifs préférentiels sur les médicaments
- Participer à la diminution de la mortalité, en particulier infantile
- Rapprocher la pharmacie de la population

Nature de l'investissement

- Construction du bâtiment (maçonnerie, plomberie, électricité, menuiserie...)
- Achats des équipements et des médicaments
- Formation du personnel

Montant accordé : 20 000 € sur un budget de 68 477 €

Association partenaire : *Actume (Association contre la tuberculose et les maladies endémiques)*

Construction et équipement d'un établissement de soins pour l'enfance

Lieu : village de Cap Skirring (province de Casamance) au Sénégal

Contexte

La Casamance, longtemps isolée car déchirée par les combats entre armée régulière et indépendantistes, est aujourd'hui une région apaisée et touristique. Mais la pauvreté et la précarité des soins demeurent et touchent au premier chef les enfants. Au village de Cap Skirring, par exemple, les quelque 1 500 enfants ne sont plus suivis ni vaccinés après l'âge de 13 mois ; et il n'existe pas de structure de soins pédiatriques dans la région. Partant de ce constat, *Casamasanté*, qui a déjà construit un dispensaire mutualiste dans le village via son antenne sénégalaise, a décidé d'agrandir ce centre de soins afin d'y accueillir les enfants. Le nouveau bâtiment leur sera entièrement dédié et proposera tous types de soins, en mettant l'accent sur les soins dentaires et ophtalmologiques, les plus urgents. Il comptera également une bibliothèque et une salle polyvalente et multimédia. De nombreux bénévoles (médecins locaux, personnel médical du Club Med...) donneront de leur temps pour assurer des permanences, tandis que du personnel local sera recruté.

L'équilibre économique repose sur un système mutualiste : la médecine scolaire sera gratuite, de même que les formations à l'hygiène et à la santé ; les soins pédiatriques nécessiteront une adhésion annuelle modique de la part des parents, en échange de consultations illimitées et de traitements gratuits. Un modèle qui a déjà fait ses preuves au sein du dispensaire - ce dernier a atteint l'équilibre au bout d'un an grâce à plus de 400 adhérents - et qui permettra à cette nouvelle structure d'assurer sa pérennité.

Objectifs

- Offrir des soins spécifiques aux enfants
- Assurer les consultations de médecine scolaire pour les écoles
- Sensibiliser les enfants et les familles à l'hygiène

Nature de l'investissement

- Acquisition d'un terrain de 750 m²
- Construction et équipement du bâtiment de 580 m²
- Frais d'acheminement du matériel et des médicaments

Montant accordé : 20 000 € sur un budget de 134 622 €

Association partenaire : *Casamasanté*

Construction d'une maison d'accueil pour jeunes filles victimes de violences sexuelles

Lieu : île de Negros (province de Negros Occidental) aux Philippines

Contexte

35,2% des enfants philippins vivent sous le seuil de pauvreté. Et ils représentent 77% des victimes de viols dans le pays, qui enregistre également la plus forte progression de grossesses précoces en Asie (14 % des mères sont âgées de moins de 18 ans). Une violence accentuée dans la région de Negros Occidental, où la disparité des revenus est particulièrement criante. Or il n'existe pas, dans la province, d'organisation spécialisée dans la protection et la réinsertion des jeunes filles victimes de violences sexuelles. Cameleon a déjà construit une maison d'accueil sur l'île voisine de Panay mais les 3 heures de distance entre les deux îles rendent très compliqué le suivi des jeunes habitantes de Negros et de leurs familles.

Une nouvelle maison d'accueil verra donc le jour sur l'île de Negros afin d'y accueillir 38 jeune filles, âgées de 5 ans à 18 ans. Objectif : subvenir aux besoins élémentaires des victimes (soins de base, alimentation, scolarité, formation professionnelle), leur apporter une aide psychologique et médicale et fournir, à celles qui le souhaitent, une assistance juridique dans la durée afin qu'elles puissent poursuivre en justice leur(s) agresseur(s). Un important personnel spécialisé (médecins, professeurs, pédopsychiatres, avocats, travailleurs sociaux, etc) les accompagne durant quatre ans au sein de la maison d'accueil, puis jusqu'à leur complète autonomie. Sans oublier les familles des victimes, elles aussi soutenues - soit près de 700 personnes bénéficiaires au total.

Objectifs

- Contribuer à la prévention et à la protection des jeunes filles victimes de violences sexuelles
- Favoriser la reconstruction personnelle et la réinsertion sociale de ces jeunes filles
- Réduire les cas de maltraitance dans la province de Negros Occidental

Nature de l'investissement

- Construction et aménagement de la maison d'accueil et ses dépendances
- Construction d'un pavillon annexe (clinique, bureaux)
- Installation d'un réservoir d'eau
- Formation du personnel d'encadrement

Montant accordé : 10 000 € (réservoir d'eau + construction d'un hall pour les activités de groupe) sur un budget global de 1 103 631 €

Association partenaire : *Cameleon*

Construction de deux maisons de la nutrition pour enfants au sein d'hôpitaux

Lieu : commune de Butembo et territoire de Beni (province du Nord Kivu) en RD du Congo

Contexte

Dans cette province régulièrement théâtre de violences commises par des groupes armés, les populations souffrent de malnutrition et plus particulièrement, les enfants. Carencés dès leur naissance car nourris par des mères elles-mêmes sous-alimentées, les bébés souffrent très tôt d'anémie, ce qui se répercute sur leur croissance et leur scolarité. *SOS Enfants*, qui a déjà soutenu la construction de quatre centres hospitaliers dans la province, s'est alors lancé dans la fabrication de bouillie enrichie, composée de farine de maïs et de soja, qu'elle a ensuite distribuée au sein de deux de ces centres hospitaliers, à Kabweke et Vutule, sous forme de cure de six semaines. En parallèle, les enfants étaient suivis médicalement : au bout des six semaines, ils ont pris du poids, ont gagné en tonicité et en énergie.

Face au succès de cette expérimentation, le projet propose une solution pérenne. Deux maisons de la nutrition seront construites au sein de deux hôpitaux pilotes, afin que les familles soient reçues dans de bonnes conditions et puissent être conseillées. En outre, le centre de Kabweke possède un terrain assez vaste pour faire pousser suffisamment de maïs et de soja pour les deux maisons ; un moulin y sera installé. Une centaine d'enfants vont ainsi bénéficier de ces bouillies enrichies. Les familles seront incitées à cultiver elles-mêmes ces plantes, ainsi que l'amarante, sorte d'épinard riche en fer.

Objectifs

- Installer des solutions durables contre la malnutrition infantile
- Sensibiliser les femmes enceintes à la nutrition des enfants
- Initier les familles à une alimentation diversifiée

Nature de l'investissement

- Achat de matériaux pour la construction des deux bâtiments
- Achat de semences pour mise en cultures des champs de maïs et soja
- Achat de matériel pour la préparation des bouillies

Montant accordé : 13 500 € sur un budget de 26 106 €

Association partenaire : *SOS Enfants*

Construction d'un groupe scolaire pour enfants de 3 à 11 ans

Lieu : village de Thong Xam (province de Khammouane) au Laos

Contexte

Le gouvernement laotien s'est fixé comme priorité d'envoyer tous les enfants du pays à l'école primaire d'ici à 2020. Or 42% de la population laotienne âgée de plus de 6 ans et vivant en zone rurale n'a jamais fréquenté l'école. C'est le cas des enfants de la province de Khammouane, au sud du pays, une des zones les plus pauvres et vulnérables en termes d'accès à la santé et à l'éducation. Le village de Thong-Xam possède ainsi deux écoles (maternelle et primaire) trop petites et en très mauvais état; la municipalité a alors fait appel à *Sourires d'Enfants*, qui a déjà mené de nombreuses actions similaires dans plusieurs villages de la région.

Les deux écoles vont donc être reconstruites, agrandies et mieux équipées, avec une cantine et des sanitaires. 140 enfants pourront ainsi y suivre leur scolarité dans de bonnes conditions. Le nouveau terrain est fourni par la municipalité, les parents participeront aux travaux de défrichage et aux frais de cantine. Et pour assurer à terme l'autofinancement de l'école, plusieurs activités complémentaires verront le jour : création par les parents d'élèves d'un jardin potager qui sera cultivé par les institutrices, destiné à la cantine en priorité, et à la vente sur les marchés locaux; création d'un élevage d'insectes - ils sont comestibles au Laos - pour la cantine ainsi que la vente aux restaurants locaux et sur les marchés; enfin, développement d'ateliers de tissage de coton, assurés par une centaine de femmes du village et destinés, là aussi, à la vente. Toutes ces personnes seront évidemment formées afin d'assurer ces différentes productions.

Objectifs

- Offrir aux enfants une instruction durable et leur permettre de suivre l'école élémentaire
- Améliorer l'état sanitaire global des enfants
- Améliorer le niveau de vie des parents d'élèves afin qu'ils puissent participer financièrement à l'équilibre du projet

Nature de l'investissement

- Construction du groupe scolaire : école élémentaire, bloc cuisine et cantine, plusieurs sanitaires
- Formations des habitants aux différentes activités

Montant accordé : 15 000 € sur un budget de 131 000 €

Association partenaire : *Sourires d'Enfants*

Création d'un centre d'éducation pour jeunes ruraux

Lieu : village de Moundasso (province du Mouhoun) au Burkina Faso

Contexte

Près des deux tiers des jeunes burkinabés âgés de moins de 17 ans n'ont pas accès à l'éducation, et la plupart des parcours scolaires n'offrent aucun débouché concret sur le marché du travail. Pour remédier à ce double handicap, *Des Jeunes pour la Terre*, en partenariat avec une association locale très impliquée dans le domaine de l'insertion économique, va construire un centre d'éducation de base et de formation professionnelle. Sa mission : former des jeunes filles et garçons aux bases scolaires (lire, écrire, compter, en dialecte local et en Français, sciences humaines) et leur apprendre le métier d'agro-éleveur, en lien avec les besoins locaux. Le lieu sera donc équipé d'un puits, de bassins d'irrigation et planté de cultures maraîchères et vivrières (pour la cantine), sans oublier un petit élevage.

Pourquoi ce type de production ? La ville de Dédougou, proche du village et seule commune urbaine de la province, représente un marché dynamique pour la consommation de produits alimentaires. Les jeunes sont ainsi assurés d'un emploi proche de chez eux à l'issue de leur formation. 105 élèves, garçons et filles âgés de 9 à 15 ans, choisis parmi les milieux les plus défavorisés, suivront ainsi trois ans de scolarité, qui seront calqués sur les cycles agricoles locaux. En attendant d'avoir l'âge légal pour travailler, les jeunes mettront en pratique leur apprentissage sur un grand terrain agricole appartenant à une communauté religieuse.

Objectifs

- Permettre à des jeunes ruraux non scolarisés d'acquérir une scolarité de base
- Apporter à ces jeunes une formation professionnelle qualifiante
- Insérer ces jeunes dans le tissu économique local et limiter ainsi l'exode rural

Nature de l'investissement

- Construction du centre : classes, dortoirs, sanitaires, atelier, bâtiments d'élevage
- Etude d'implantation du forage et travaux
- Achat des équipements (mobilier, équipement de pompage et en électricité)
- Achat de pépinières et semences pour les cultures vivrières et maraîchères

Montant accordé : 10 000 € sur un budget de 35 481 €

Association partenaire : *Des Jeunes pour la Terre*

Construction d'un dortoir pour filles avec douches et latrines dans un collège agricole

Lieu : commune de Manganoro (région Alaotra Mangoro) à Madagascar

Contexte

Si à Madagascar le taux de scolarisation au collège en zone rurale ne dépasse pas 25%, les filles sont les premières victimes de la déscolarisation précoce. Elles se tournent alors par défaut vers l'agriculture mais, faute d'utiliser du matériel de qualité et des techniques efficaces, elles subissent des conditions de vie précaires et souffrent de nombreuses carences (santé, alimentation). Grâce à l'appui de *Fert*, qui accompagne depuis près de trente ans le développement agricole dans le pays, quatre collèges agricoles régionaux ont vu le jour depuis 2000. Objectif : former en trois ans une nouvelle génération d'agriculteurs et d'agricultrices professionnels à des techniques à la fois plus productives et respectueuses de l'environnement. A leur sortie, les jeunes sont suivis techniquement et financièrement dans leur insertion professionnelle. Le projet porte sur la création d'un cinquième collège, qui va recruter parmi les familles les plus pauvres de toute la région d'Alaotra Mangoro. L'état désastreux des routes rendant impossibles les trajets quotidiens pour les élèves, un internat sera construit.

Comment assurer la sécurité des jeunes filles, condition *sine qua non* pour que leurs familles acceptent de les inscrire au collège ? En construisant un dortoir et des sanitaires (bloc de douches et latrines) réservés à leur usage personnel, dans l'enceinte de l'établissement. Une quarantaine de collégiennes - la moitié d'une promotion - seront ainsi accueillies chaque année. Elles suivront également une formation sur l'hygiène, la santé et la nutrition, qui bénéficieront ensuite, de façon indirecte, à leurs familles.

Objectifs

- Favoriser l'accès à l'éducation des jeunes filles en milieu rural
- Améliorer l'hygiène et l'alimentation quotidienne des collégiennes
- Améliorer les conditions de vie des nouvelles générations d'agricultrices grâce à une formation professionnelle

Nature de l'investissement

- Construction d'un dortoir et de sanitaires (dont un bloc de quatre latrines) réservés aux filles au sein du nouveau collège

Montant accordé : 10 000 € sur un budget de 30 000 €

Association partenaire : *Fert*

Achat de livres pour les 310 bibliothèques scolaires du pays

Lieu : les vingt-cinq provinces du Cambodge

Contexte

Seuls 35 % des enfants cambodgiens poursuivent leur scolarité au-delà du primaire : c'est dire l'importance que représente ce cycle pour leur apprentissage. *Sipar*, présente depuis trente-cinq ans au Cambodge, a ainsi créé au fil des ans 310 bibliothèques, une pour chaque école primaire des 25 provinces du pays. Ce qui a permis à plus de 200 000 jeunes écoliers de consulter des livres en complément des manuels scolaires. Aujourd'hui, ces bibliothèques doivent renouveler et enrichir leurs fonds, non seulement pour remplacer les ouvrages usés ou perdus mais pour répondre aux nouveaux standards fixés par le ministère de l'Éducation, qui oblige chaque établissement à acquérir davantage d'ouvrages et notamment des titres éducatifs. Cela représente, pour chaque bibliothèque, l'achat de cent nouveaux livres. Or les écoles, si elles sont autonomes sur le plan du fonctionnement, ne possèdent pas encore les finances nécessaires pour réaliser cet ambitieux programme. C'est donc tout naturellement *Sipar* qui va accompagner, sur deux ans, ce projet pédagogique de premier plan, dont vont bénéficier pas moins de 217 000 écoliers cambodgiens. CDC Développement solidaire soutient l'association depuis 2004 (lancement de bibliobus, création de trois bibliothèques scolaires).

Objectifs

- Poursuivre l'éducation et l'ouverture des enfants par la lecture
- Donner accès aux professeurs à des outils pédagogiques complémentaires
- Pérenniser l'existence des bibliothèques scolaires

Nature de l'investissement

- Achat de 100 livres pour chacune des 310 bibliothèques du pays, soit 310 000 livres.
- Utilisation d'un véhicule pour parcourir les 25 provinces du pays

Montant accordé : 12 450 € sur un budget de 85 250 €

Association partenaire : *Sipar* (*Soutien à l'initiative privée pour l'aide à la reconstruction du sud-est asiatique*)

Construction de classes pour une école de jeunes filles en zone rurale

Lieu : district de Dara (région du Panjshir) en Afghanistan

Contexte

Depuis la chute du régime taliban, la Constitution afghane garantit le droit de tout citoyen à l'éducation. Ainsi le nombre d'enfants ayant rejoint les bancs de l'école est passé de 1 million en 2001 - que des garçons - à 9 millions en 2016, dont 40 % de filles. Malgré ce progrès, plus des deux tiers des enfants afghans ne sont toujours pas scolarisés aujourd'hui, dont 75% sont des filles. En outre, le système éducatif manque cruellement d'infrastructures (écoles délabrées, sans électricité) et de personnel (nombreuses classes de 60 élèves).

L'école Keraman, construite en 2008 dans la région très rurale du Panjshir, accueille 213 écolières du CP à la terminale, ainsi que 21 enseignantes payées par l'État. Elle est soutenue depuis sa création par *Afghanistan libre*, association implantée dans le pays depuis plus de vingt ans, agréée par le ministère de l'Éducation afghan. Or aujourd'hui, face à l'afflux d'élèves, l'école est devenue trop exigüe et de nombreuses jeunes filles suivent les cours sous des tentes. Des conditions d'apprentissage difficiles, en raison des hivers rigoureux et des étés très chauds. A la demande des autorités locales et du directeur de l'école, quatre nouvelles classes en dur vont être construites, ainsi qu'une bibliothèque, qui seront alimentées en électricité d'origine solaire (des panneaux photovoltaïques ont été installés). A noter que l'équipe sur le terrain est 100% afghane, ce qui lui assure une proximité avec la population et le soutien des assemblées traditionnelles.

Objectifs

- Améliorer les conditions d'enseignement pour les jeunes filles et enseignantes
- Améliorer l'éducation et la lecture grâce aux ouvrages de la bibliothèque
- Participer à offrir un meilleur parcours professionnel aux jeunes filles

Nature de l'investissement

- Construction de 4 salles de classe
- Aménagement des salles de classe (tableaux, chaises, bureaux)
- Rénovation du système électrique
- Installation d'une bibliothèque (mobilier et livres)

Montant accordé : 15 000 € sur un budget de 37 655 €

Association partenaire : *Afghanistan libre*

Fabrication de briquettes en coques d'arachides, combustible alternatif au bois et charbon de bois

Lieu : Mbacké-Touba et les départements proches (région de Diourbel) au Sénégal

Contexte

Au Sénégal le bois et le charbon de bois représentent plus de 80 % des sources d'énergie pour la cuisson des aliments. Or cette matière première coûte cher aux ménages et pour s'en procurer, les populations pratiquent des coupes abusives, qui sont une des premières causes du déboisement. Fabriquer un biocombustible local présente alors trois avantages : diminuer la consommation de bois et charbon de bois donc freiner la déforestation, permettre aux ménages de réaliser des économies et développer une activité économique locale.

Projets solidaires, qui intervient sur le créneau spécifique des biocombustibles, s'est alors associé à une ONG locale, elle aussi expérimentée dans ce domaine, afin de mettre en place un système pérenne de production et de distribution de briquettes en coques d'arachide, un combustible à fort pouvoir calorifique et bien moins nocif pour la santé que le charbon de bois. Y sera associée la fabrication de foyers de cuisson plus performants. La presse à briquette sera achetée auprès d'un fabricant gambien, qui formera les ouvriers locaux à son utilisation. Les briquettes seront vendues à prix modique aux quelque 2 000 habitants de Mbacké-Touba et à 20 structures professionnelles (gargotes, petites entreprises). Autre atout : cette nouvelle activité va créer des emplois locaux. Une association de femmes très impliquée dans le projet prendra en charge la distribution des briquettes et celle de nouveaux foyers de cuisson auprès des populations. A terme, les briquettes seront diffusées aux départements voisins.

Objectifs

- Lutter contre la déforestation
- Améliorer la santé des ménages par la réduction des fumées nocives
- Améliorer le pouvoir d'achat des populations
- Apporter une activité économique créatrice d'emplois

Nature de l'investissement :

- Achat d'une presse à briquette et d'une décortiqueuse d'arachides
- Achat de matériel divers : outillage, tôle pour fabriquer les prototypes de foyers
- Achat d'un camion pour la livraison des briquettes

Montant accordé : 15 000 € sur un budget de 232 133 €

Association partenaire : *Projets solidaires*

Création de trois coopératives de matériel agricole

Lieu : commune de Tekane (région du Trarza, Sahel) en Mauritanie

Contexte

Dans cette commune agricole de 20 000 habitants, située au sud de la Mauritanie, en bord de rivière, les paysans peinent à vivre de leur activité. Les exploitations, de petite taille et non mécanisées, malgré un potentiel important de terres cultivables, permettent tout juste aux familles de vivre. Or la culture du riz, céréale la plus cultivée sur la commune et la plus consommée dans le pays, requiert une conduite agronomique très performante. Aujourd'hui, pour labourer leurs champs, les paysans louent des engins à de gros exploitants, moyennant 30 € par hectare - un prix élevé.

Sollicitée par les agriculteurs, *Rivages Ndiawane* leur propose de mettre en place trois Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma), qui permettront aux adhérents de cultiver des surfaces plus grandes, d'environ 100 hectares. Une fois amorti (au bout de trois ans), le matériel - tracteur, remorque, charrue- appartient à la Cuma. Avantages de la mécanisation ? Le rendement de la production, et par contrecoup le niveau de vie des agriculteurs, augmentent sensiblement; la pénibilité du travail agricole diminue; les enfants, affranchis des travaux champêtres, peuvent aller à l'école de façon assidue. Les engins seront achetés d'occasion en France auprès d'agriculteurs, puis transportés par container. Les paysans seront évidemment formés aux règles de gestion d'une Cuma. Ce modèle, nouveau en Mauritanie, a vocation à essaimer dans le reste du pays.

Objectifs

- Améliorer le rendement de la production agricole des familles paysannes
- Réduire la pénibilité des travaux des champs
- Lutter contre l'accaparement des terres par de gros exploitants
- Atteindre l'autosuffisance alimentaire

Nature de l'investissement

- Achat du matériel agricole pour les trois coopératives
- Transport, montage et démontage du matériel et des équipements
- Formation des agriculteurs (techniques agricoles, maintenance, gestion d'une Cuma)

Montant accordé : 15 000 € sur un budget de 45 000 €

Association partenaire : *Rivages Ndiawane*

Construction d'une porcherie pour une production agro-pastorale respectant l'environnement

Lieu : deux villes dans la province de l'Oudalan (région du Sahel) au Burkina Faso

Contexte

La province de l'Oudalan doit affronter le rude climat qui frappe le Sahel (longue sécheresse et courte saison des pluies) et dans le même temps, voit l'apparition de tensions religieuses entre les communautés musulmanes, largement majoritaires, et chrétiennes. Le projet proposé affiche alors une double ambition : améliorer le niveau de vie des populations via une agriculture pérenne et respectueuse de l'environnement; désamorcer les conflits entre communautés en instaurant des activités complémentaires entre maraîchage, pratiqué par les femmes musulmanes, et filière porcine, en pleine expansion au Burkina-Faso (+10 % par an), exploitée par des groupements d'éleveurs chrétiens.

Les communautés concernées des villages de Gorom Gorom et Saouga ont fait appel à DAA, implantée depuis plus de dix ans dans la région et, à l'issue d'une longue concertation, un modèle économique commun a été défini. Les éleveurs porcins vont clôturer leurs exploitations, les divagations d'animaux créant des nuisances et des tensions entre les communautés, ce qui leur permettra de récolter le lisier, excellent fertilisant pour les terres; ce lisier sera donc utilisé comme engrais pour le maraîchage et permettra aux femmes d'augmenter leur production de légumes, qui reste inférieure à la demande. Éleveurs et maraîchères seront sensibilisés aux techniques de production respectueuses de l'environnement. Les 1 200 bénéficiaires directs participent à tous les stades de ce projet, original par sa dimension sociale.

Objectifs

- Augmenter une production agro-pastorale respectueuse de l'environnement
- Améliorer durablement le niveau de vie des ménages bénéficiaires
- Garantir la cohésion sociale entre les communautés (économie circulaire entre éleveurs et agriculteurs)

Nature de l'investissement

- Construction de 5 porcheries et achat d'équipements
- Construction d'infrastructures communautaires : bassin de stockage d'eau, fosse fumière, entrepôt
- Plantation et entretien de cent arbres
- Formations des éleveurs et maraîchers (hommes et femmes)

Montant accordé : 17 500 € sur un budget de 100 000 €

Association partenaire : *Découvrir, Analyser, Agir (DAA)*